

Distr.
LIMITEE

A/AC.105/C.2/L.193/Add.6
6 avril 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE DES UTILISATIONS PACIFIQUES
DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE
Sous-Comité juridique
Trente-deuxième session
New York, 22 mars-8 avril 1993

PROJET DE RAPPORT DU SOUS-COMITE JURIDIQUE SUR LES TRAVAUX
DE SA TRENTE-DEUXIEME SESSION

Additif

RAPPORT DU PRESIDENT DU GROUPE DE TRAVAIL CHARGE D'EXAMINER LE
POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR (QUESTIONS RELATIVES A LA DEFINITION
ET A LA DELIMITATION DE L'ESPACE, AINSI QU'AUX CARACTERISTIQUES
ET A L'UTILISATION DE L'ORBITE DES SATELLITES GEOSTATIONNAIRES,
NOTAMMENT LES MOYENS DE L'UTILISER DE FACON RATIONNELLE ET
EQUITABLE, SANS PORTER ATTEINTE AU ROLE DE L'UNION INTERNATIONALE
DES TELECOMMUNICATIONS)

1. Le 22 mars 1993, le Sous-Comité juridique a reconstitué son Groupe de travail chargé d'examiner le point 4 de l'ordre du jour.
2. Le Groupe de travail était saisi du rapport du Sous-Comité juridique sur les travaux de sa trentième et unième session, tenue en 1992 (A/AC.105/514), qui contenait, à l'annexe II, le texte du rapport du Président du Groupe de travail présenté à la trentième et unième session, ainsi que du rapport du Sous-Comité scientifique et technique sur les travaux de sa trentième session, tenue en 1993 (A/AC.105/543), dont le chapitre VI était consacré, entre autres, à la question de la nature physique et des caractéristiques techniques de l'orbite des satellites géostationnaires.
3. Au cours des discussions, les documents de travail ci-après, présentés à des sessions antérieures du Sous-Comité juridique et du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, ont été mentionnés : "Méthodes de délimitation de l'espace aérien et de l'espace extra-atmosphérique", présenté au Sous-Comité à sa vingt-deuxième session par la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/AC.105/C.2/L.139); "Projet de principes généraux régissant l'orbite des satellites géostationnaires", présenté à sa vingt-troisième session par les délégations colombienne, équatorienne, indonésienne et kényenne (A/AC.105/C.2/L.147); "Projet de dispositions de base de la résolution de

l'Assemblée générale sur la délimitation de l'espace aérien et de l'espace extra-atmosphérique et sur le régime juridique de l'espace orbital des satellites géostationnaires", présenté au Comité à sa vingt-deuxième session par la délégation soviétique (A/AC.105/L.112); "Proposition transactionnelle sur la question relative à la définition et à la délimitation de l'espace extra-atmosphérique", présenté au Comité à sa trentième session par la délégation soviétique (A/AC.105/L.168); "Aspects du régime juridique des objets aérospatiaux", présenté au Sous-Comité à sa trente et unième session par la délégation de la Fédération de Russie; un document de travail officiel distribué au Sous-Comité à sa vingt-huitième session, en 1989 (A/AC.105/430, annexe II, par. 20) et un document de travail officiel distribué au Sous-Comité à sa trentième session, en 1991 (A/AC.105/484, annexe II, par. 12).

4. S'agissant de l'organisation de ses travaux, le Groupe de travail a décidé, suivant la recommandation du Président, d'examiner séparément les deux éléments de la question considérée (à savoir la définition et la délimitation de l'espace extra-atmosphérique, d'une part, et l'orbite des satellites géostationnaires, de l'autre).

5. On trouvera ci-après le résumé des vues exprimées au cours des délibérations du Groupe de travail.

Définition et délimitation de l'espace extra-atmosphérique

6. La délégation de la Fédération de Russie, qui avait présenté, à la trente et unième session du Sous-Comité, en 1992, un document de travail intitulé "Aspects du régime juridique des objets aérospatiaux" (A/AC.105/C.2/L.189), a précisé, en réponse à la demande de plusieurs délégations, que ce document devait servir de point de départ et de stimulant à un débat qui permettrait de sortir de l'impasse entre les Etats qui estimaient nécessaire de délimiter l'espace aérien et l'espace extra-atmosphérique et ceux qui étaient de l'avis contraire. La délégation russe a précisé en outre que les vues exprimées dans ce document avaient un caractère purement préliminaire, et que la liste de questions qui y figurait n'était pas exhaustive. A son avis, les problèmes juridiques internationaux qui se poseraient dans le cadre de l'exploitation future des systèmes aérospatiaux seraient probablement assez complexes, et elle souhaitait donc vivement avoir l'avis de toutes les délégations à ce sujet, même si certains des commentaires contenaient des critiques ou proposaient des variantes.

7. Quelques délégations ont estimé que certaines des questions soulevées dans le document de travail A/AC.105/C.2/L.189 concernaient directement les activités aéronautiques, et que l'avis de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) à ce sujet serait donc à la fois pertinent et utile aux travaux du Sous-Comité.

8. Certaines délégations ont pensé que, outre la demande à adresser à l'OACI mentionnée ci-dessus, il faudrait peut-être envoyer un questionnaire aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pour demander leurs vues sur les questions soulevées dans le document A/AC.105/C.2/L.189, et que les informations reçues pourraient également être utiles au débat.

9. Une délégation a estimé que l'approche suggérée dans le document de travail A/AC.105/C.2/L.189 pourrait aider à surmonter divers obstacles auxquels on s'était heurté jusqu'ici dans le débat sur la délimitation entre l'espace aérien et l'espace extra-atmosphérique, et que l'examen de ce point de l'ordre du jour devrait finalement déboucher sur l'élaboration de principes généraux régissant les activités des Etats dans l'exploitation des systèmes aérospatiaux.

10. Une délégation a fait valoir que la méthode préconisée dans le document de travail A/AC.105/C.2/L.189 exigerait encore que l'on résolve la question de la délimitation entre l'espace aérien et l'espace extra-atmosphérique, car la définition d'un "objet aérospatial" dans ce document était fondée sur la capacité potentielle de cet objet de se déplacer tant dans l'espace aérien que dans l'espace extra-atmosphérique. De l'avis de cette délégation, il ne serait guère souhaitable de soumettre un objet volant à des régimes juridiques différents simplement parce qu'il traversait une certaine ligne imaginaire au cours de son vol. Si l'on adoptait cette optique, cela soulèverait une multitude de difficultés juridiques, concernant des domaines tels que les droits contractuels, les règles de sûreté, le statut du commandant de l'appareil, et d'autres domaines qui sont actuellement réglementés en vertu du droit aérien. Elle estimait donc qu'il serait préférable, s'il fallait vraiment avoir un régime juridique, d'en avoir un seul pour les objets aérospatiaux.

11. Certaines délégations, se référant aux dispositions pertinentes du document de travail A/AC.105/C.2/L.189, ont estimé que la question du passage d'un objet lancé dans l'espace extra-atmosphérique à travers l'espace aérien d'autres Etats exigeait un examen plus approfondi.

12. Une délégation a avancé qu'en théorie, un objet aérospatial pouvait être soumis à un double régime fondé sur l'espace - atmosphérique ou extra-atmosphérique - dans lequel il se déplaçait, ou à un seul régime fondé sur la définition de l'objet d'un point de vue technique - aéronef ou objet spatial. A son avis, l'option à retenir ici exigeait une étude plus poussée.

13. Une autre délégation a fait valoir que, si avoir un seul régime juridique pour les objets aérospatiaux présentait des mérites évidents, certains problèmes juridiques continueraient de se poser, en particulier la nécessité de délimiter l'espace aérien et l'espace extra-atmosphérique.

14. Certaines délégations ont estimé qu'avant d'établir le cadre juridique régissant une activité d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, il fallait d'abord mettre au point la pratique nationale en la matière, et qu'il serait donc utile d'avoir des informations concernant les vols d'objets aérospatiaux déjà effectués, ainsi que sur les programmes futurs de ces activités.

15. Une délégation a fait observer que pour faire avancer les travaux portant sur la question de la définition et de la délimitation de l'espace extra-atmosphérique et pour donner suite à la proposition formulée par la Fédération de Russie, il fallait entamer un débat approfondi quant aux aspects de ladite question sur lesquels le Sous-Comité juridique pourrait formuler des recommandations à la Commission des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique en vue de l'élaboration de principes généraux régissant ces activités spécifiques. Ce débat se déroulerait sans préjudice des positions adoptées à ce jour par les délégations sur la question de la définition et de la

délimitation de l'espace extra-atmosphérique. La même délégation a proposé que le Groupe de travail axe ses futurs travaux sur certains points particuliers : a) le lancement de véhicules et d'objets spatiaux et leur séjour prolongé dans l'espace aérien; b) leurs propriétés aérodynamiques; c) les questions relatives au décollage et au retour sur orbite terrestre durant le vol; d) la régime de vol applicable aux véhicules spatiaux en fonction de leur localisation; e) les procédures et notifications; et f) la révision éventuelle du registre des objets aérospatiaux.

16. A la 3e séance du Groupe de travail, le 30 mars, le Président a distribué un document officieux intitulé "Projet de questionnaire concernant les objets aérospatiaux" (A/AC.105/C.2/1993/CRP.1), qui est joint en appendice au rapport du Groupe de travail. Le Président a expliqué que ce document, qu'il avait établi en consultation avec un certain nombre de délégations, devait être considéré comme point de départ pour l'établissement d'un questionnaire que l'on enverrait aux Etats Membres.

17. Certaines délégations, tout en se félicitant de l'initiative du Président, ont estimé que l'on pourrait restructurer ce document pour mieux l'adapter à son objectif. Elles ont suggéré de répartir les questions qui y figurent en deux groupes : les questions juridiques et les questions techniques, et ensuite de classer les questions juridiques en deux sous-groupes : l'un traitant des problèmes de lege lata et l'autre des problèmes de lege ferenda.

18. Certaines délégations ont estimé qu'il conviendrait de remanier la question 1 du document de travail du Président de façon à traiter d'abord de la pratique nationale en ce qui concerne le passage d'objets spatiaux dans l'espace aérien d'un autre pays, puis de l'opinio juris à cet égard, et enfin de l'existence de dispositions du droit coutumier international dans ce domaine.

19. Certaines délégations ont estimé que l'objectif ultime du questionnaire n'était pas tout à fait clair et qu'il fallait affiner davantage le document. Elles pensaient que si l'on voulait progresser en suivant l'approche suggérée en se fondant sur un questionnaire, il fallait faire preuve de la plus grande prudence et du plus grand soin.

20. Il a été proposé de remplacer l'expression "objets spatiaux" par les mots "objets aérospatiaux" aux rubriques 1 et 4 du questionnaire.

21. Une délégation a fait observer qu'il existait deux types d'engin pouvant être rangés dans la catégorie des objets aérospatiaux. Il s'agissait, d'une part, des engins qui traversaient les espaces aériens étrangers au moment de leur lancement ou de leur atterrissage et pénétraient dans l'espace aérien à partir de leur orbite dans l'espace extra-atmosphérique avant de regagner cette orbite et, d'autre part, des engins qui servent essentiellement à assurer le transport d'un point à l'autre de la Terre avec un bref passage dans l'espace extra-atmosphérique. De l'avis de cette délégation, la définition de l'objet aérospatial proposée dans le document de travail A/AC.105/C.2/L.189 s'appliquait au premier type d'engin susmentionné, et tous les engins relevant de cette catégorie étaient en fait universellement considérés comme des objets spatiaux, encore que l'on ne se soit toujours pas entendu sur la définition du terme "objet spatial". Ladite délégation estimait que, si l'objet aérospatial en cause relevait de la première catégorie, il suffirait de le considérer comme un

objet spatial pour répondre aux différentes questions contenues dans le projet de questionnaire du Président, et l'on pourrait peut-être alors se prononcer sur le point de savoir s'il était nécessaire de délimiter juridiquement l'espace aérien et l'espace extra-atmosphérique.

22. On a exprimé l'avis que, s'il était bien nécessaire de délimiter et de définir l'espace extra-atmosphérique, la proposition d'étudier les systèmes aérospatiaux avait permis de sortir de l'impasse où l'on avait abouti sur la question de la délimitation. La base juridique essentielle des systèmes aérospatiaux procédait de la question de savoir s'il y a identité entre un objet et le milieu qu'il traverse. Dans l'affirmative, quelle était la nature de la relation des objets aérospatiaux avec, d'une part, l'espace extra-atmosphérique et, d'autre part, l'espace aérien? Il n'apparaissait pas que la solution d'un régime juridique unique fondé sur la nature des objets tienne compte de manière satisfaisante des différences de nature juridique existant entre, d'un côté, l'espace arien, qui est soumis à la souveraineté de l'Etat territorial correspondant, et, de l'autre, l'espace extra-atmosphérique, qui est à la disposition de tous les Etats aux fins d'utilisation. En outre, on a estimé que les données nécessaires sur les systèmes aérospatiaux étaient liées aux informations de base que les Etats commanditaires et autres Etats lançant de tels objets aérospatiaux pouvaient fournir. Il a été déclaré en conséquence que l'idée de demander leur avis à tous les Etats au moyen d'un questionnaire n'était peut-être pas d'une grande utilité au stade actuel.

23. Résumant le débat sur la question de la définition et de la délimitation de l'espace extra-atmosphérique, le Président a estimé qu'il s'était déroulé dans un esprit constructif propre à favoriser les progrès dans l'avenir.

Question de l'orbite des satellites géostationnaires

24. Avant l'ouverture du débat, la délégation colombienne a fait distribuer un document de travail intitulé "L'orbite des satellites géostationnaires" (A/AC.105/C.2/L.192), reproduit à la section ____ de l'annexe IV au rapport du Sous-Comité. L'auteur a fait remarquer qu'en établissant le document, il avait tenu compte des observations faites par diverses délégations, lors de sessions antérieures du Sous-Comité et du Groupe de travail, au sujet d'un "document de travail officieux" consacré à l'orbite des satellites géostationnaires. La même délégation a déclaré que le document avait pour objet d'approfondir des principes juridiques tels que ceux de l'équité et de l'efficacité, qui étaient déjà reconnus comme des principes de droit positif dans les traités de l'Union internationale des télécommunications (UIT) qui régissaient l'utilisation de la ressource naturelle que constitue l'orbite des satellites géostationnaires. De même, il a été expliqué que l'on s'efforçait de résoudre juridiquement les cas où deux pays ou davantage prétendaient occuper une même position orbitale ou des positions orbitales voisines, ce qui donnait lieu à des brouillages radioélectriques ou à des problèmes opérationnels importants et nuisait aux pays n'occupant pas de position orbitale ou aux pays en développement, par rapport aux pays occupant déjà une position orbitale ou aux pays développés. De même, il a été expliqué que le régime s'appliquerait en particulier à la répartition des positions orbitales et des fréquences qui n'auraient pas été préalablement attribuées.

25. Le Groupe de travail s'est félicité que le document de travail A/AC.105/C.2/L.192 ait été présenté. Tout en estimant qu'il leur faudrait du temps pour examiner à fond ce document de travail, certaines délégations ont été d'avis qu'un débat sur la base dudit document serait utile et pourrait contribuer à faire progresser les travaux.

26. Certaines délégations ont estimé que les vues de l'UIT seraient très utiles pour l'examen du point de l'ordre du jour en question. De l'avis de ces délégations, il était nécessaire d'établir des relations de travail avec l'UIT afin de veiller à ce que les travaux du Sous-Comité juridique dans le domaine considéré cadrent avec ceux menés par cette organisation concernant l'orbite des satellites géostationnaires.

27. A propos du document de travail A/AC.105/C.2/L.192, le représentant de l'UIT a brièvement évoqué l'oeuvre réglementaire et normative entreprise par son organisation concernant l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires. Il a souligné que l'UIT visait à garantir l'utilisation rationnelle et équitable de l'orbite des satellites géostationnaires conformément à l'article 33 de la Convention de l'UIT, notamment. Le représentant de l'UIT a par ailleurs exprimé l'espoir que les travaux menés par le Sous-Comité juridique sur divers aspects de la question viendraient compléter ceux de l'UIT et que le rôle de celle-ci dans ce domaine ne s'en trouverait nullement remis en cause.

28. Certaines délégations, tout en saluant le document de travail A/AC.105/C.2/L.192, ont fait valoir que le Sous-Comité juridique n'avait pas reçu pour mandat d'élaborer de nouveaux principes juridiques en vue de l'institution du régime juridique spécial évoqué au paragraphe 7 du document en question. Pour ces délégations, l'UIT traitait avec bonheur des divers aspects de l'utilisation rationnelle et équitable de l'orbite des satellites géostationnaires et il fallait éviter tout double emploi entre elle et d'autres organismes internationaux.

29. D'autres délégations ont exprimé l'opinion selon laquelle le Sous-Comité juridique avait pour mandat de s'occuper de tous les aspects du point 4 de l'ordre du jour sans porter atteinte au rôle technique dévolu à l'UIT; à cet égard, ces délégations ont déclaré qu'il fallait mettre en place un régime juridique sui generis pour réglementer l'accès à l'orbite des satellites géostationnaires et l'utilisation de cette dernière en fonction de ses caractéristiques. Ce régime devrait garantir à tous les Etats un accès équitable à l'orbite des satellites géostationnaires, compte tenu en particulier des besoins des pays en développement, y compris des pays équatoriaux.

30. Une délégation a fait remarquer que le Sous-Comité juridique avait pour principale tâche de rechercher de nouveaux moyens de garantir l'utilisation rationnelle et équitable de l'orbite des satellites géostationnaires, qui, ainsi qu'il était indiqué à juste titre au paragraphe 5 du document de travail A/AC.105/C.2/L.192, faisait partie de l'espace extra-atmosphérique. De l'avis de cette délégation, il serait peut-être souhaitable d'insérer dans le document de travail de nouvelles dispositions sur la nécessité d'utiliser l'orbite des satellites géostationnaires exclusivement à des fins pacifiques et sur l'applicabilité du droit de l'espace extra-atmosphérique à cette orbite. De

l'avis de cette même délégation, il fallait recenser les lacunes du régime juridique de l'UIT en ce qui concerne l'orbite des satellites géostationnaires, de manière à permettre au Sous-Comité juridique de les combler sans porter atteinte au rôle de l'UIT. Toujours selon cette même délégation, si le paragraphe 9 du document de travail présenté par la délégation colombienne traitait principalement du règlement des différends qui pourraient surgir à l'occasion de l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires, il restait à examiner d'autres aspects du problème. Par exemple, une relation équitable devrait être établie entre les besoins et intérêts de chaque pays en développement concerné et sa part des possibilités d'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires. On a noté à cet égard qu'indépendamment, d'une part, de ceux qui n'avaient pas accès à cette orbite et, d'autre part, de ceux au-dessus des territoires desquels ladite orbite était encombrée, il existait une troisième catégorie d'Etats, comprenant ceux qui y avaient bien accès, mais dans une mesure si limitée qu'elle en était insignifiante au regard des besoins et intérêts de ces pays et de leur population. Leurs revendications méritaient d'être dûment enregistrées également.

31. Une délégation a estimé qu'il existait un lien étroit entre l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires en tant que telle et celle des fréquences radio par les objets placés sur l'orbite. De l'avis de cette délégation, les questions relatives à l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires devraient être examinées dans le cadre du Traité de 1967 sur l'espace extra-atmosphérique, et le Sous-Comité juridique devrait faire preuve de la plus grande prudence dans ses travaux de manière à ne pas porter atteinte au rôle de l'UIT.

32. Certaines délégations ont exprimé l'avis que le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et son Sous-Comité juridique étaient tous deux habilités à examiner les questions ayant trait à l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires en vue d'élaborer des principes juridiques généraux sur la question. Ce faisant, leurs activités devraient compléter celles de l'UIT, être étroitement liées à celles-ci et ne pas porter atteinte au rôle de cette organisation. De l'avis de ces délégations, la référence faite au Traité de 1967 au paragraphe 3 du document de travail A/AC.105/C.2/L.192 était très importante, car l'orbite des satellites géostationnaires devait incontestablement être utilisée au profit de l'humanité tout entière.

33. Répondant à un certain nombre d'observations faites lors du débat, la délégation colombienne a précisé que l'objectif des travaux du Sous-Comité concernant l'orbite des satellites géostationnaires devait être l'élaboration de principes juridiques, et que cet objectif était pleinement conforme au mandat confié à cet organe. Cet objectif cadrerait aussi avec celui des activités de l'UIT, dont le rôle était souligné à plusieurs reprises dans les diverses dispositions du document de travail A/AC.105/C.2/L.192. De même, l'importance du Traité de 1967 sur l'espace extra-atmosphérique était soulignée dans le document. De l'avis de cette délégation, la question concernant les positions orbitales et celle relative à l'utilisation des fréquences radio étaient étroitement liées et devaient être examinées ensemble de manière à parvenir à une solution juridique qui permette d'utiliser l'orbite des satellites géostationnaires de manière efficace, rationnelle et équitable en tenant compte des besoins des pays en développement et de la nécessité d'établir certains

droits préférentiels applicables à telle ou telle situation découlant de l'utilisation pratique de l'orbite des satellites géostationnaires.

34. Une délégation a relevé que les propositions faites dans le document de travail A/AC.105/C.2/L.192 rejoignaient les observations formulées par un certain nombre de pays membres du Groupe des 77 dans le document de travail officieux distribué lors de la vingt-huitième session du Sous-Comité, en 1989. De l'avis de cette délégation, la formule proposée par la délégation colombienne constituait une bonne base de discussion et était de nature à favoriser la recherche d'une solution par consensus au problème de l'orbite des satellites géostationnaires.

35. Certaines délégations ont estimé qu'en examinant les diverses questions relatives à l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires, il faudrait se pencher sur celle du ramassage des débris spatiaux.

36. A cet égard, plusieurs délégations ayant souligné le danger que constituait la présence de débris spatiaux sur l'orbite des satellites géostationnaires, il a été proposé d'envisager d'élaborer un accord international axé sur la question des débris spatiaux et, pour ce faire, de résoudre toute une série de questions juridiques telles que celles de la définition des débris spatiaux, de la juridiction dont ils relèvent, du contrôle dont ils doivent faire l'objet et de l'imputation des responsabilités pour les dommages qu'ils causent, par exemple.

37. Une délégation a fait remarquer que certaines dispositions du document de travail A/AC.105/C.2/L.192 reprenaient un certain nombre de points sur lesquels la quasi-totalité des délégations étaient tombées d'accord dans l'ensemble, à savoir notamment que l'orbite des satellites géostationnaires faisait partie intégrante de l'espace extra-atmosphérique et qu'elle était soumise à toutes les dispositions du Traité de 1967 sur l'espace extra-atmosphérique, que le fait de placer des objets sur l'orbite des satellites géostationnaires ne créait aucun droit réel sur les positions occupées par ces objets, et que toute revendication de droits préférentiels sur certains segments de l'orbite des satellites géostationnaires irait à l'encontre du principe de l'efficacité dans l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires énoncé par l'UIT. De l'avis de cette délégation, il serait peut-être utile de comparer les documents pertinents de l'UIT aux dispositions correspondantes du document de travail A/AC.105/C.2/L.192. Cette même délégation a estimé que la meilleure procédure à suivre serait d'examiner la question de l'orbite des satellites géostationnaires par étapes et qu'en conséquence, il serait parfaitement opportun de tenir un débat général sur ce sujet. Toujours selon cette même délégation, il était peut-être prématuré à ce stade du débat de discuter de la forme à donner au futur document sur l'orbite des satellites géostationnaires.

38. Résumant le débat sur la question de l'orbite des satellites géostationnaires, le Président a jugé que l'échange de vues préliminaire auquel il avait été procédé sur la base du document de travail A/AC.105/C.2/L.192 avait été très intéressant et qu'il fournissait une bonne base pour les travaux futurs.

/...